

# REL@COM

LANGAGE ET COMMUNICATION



revue électronique

Département des Sciences  
du Langage et de la Communication

Université Alassane Ouattara  
(Bouaké - Côte d'Ivoire)

ISSN: 2617-7560

Numéro 04 - Juin 2021



# REL@COM

LANGAGE ET COMMUNICATION



revue électronique

Département des Sciences  
du Langage et de la Communication

Université Alassane Ouattara  
(Bouaké - Côte d'Ivoire)

ISSN: 2617-7560

Numéro 04 - Juin 2021

**REVUE ELECTRONIQUE LANGAGE & COMMUNICATION**

ISSN : 2617-7560

**DIRECTEUR DE PUBLICATION** : PROFESSEUR N'GORAN-POAMÉ LÉA M. L.

**DIRECTEUR DE RÉDACTION** : DR JEAN-CLAUDE OULAI, MCU

**COMITÉ SCIENTIFIQUE**

PROF. ABOLOU CAMILLE ROGER, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. ALAIN KIYINDOU, UNIVERSITÉ BORDEAUX-MONTAIGNE

PROF. AZOUMANA OUATTARA, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. BAH HENRI, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. BLÉ RAOUL GERMAIN, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY

PROF. CLAUDE LISHOU, UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP

PROF. EDOUARD NGAMOUNTSIKA, UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI

DR FRANCIS BARBEY, MCU, UNIVERSITÉ CATHOLIQUE LOMÉ

PROF. GORAN KOFFI MODESTE ARMAND, UNIVERSITÉ F. HOUPHOUËT-BOIGNY

DR JÉRÔME VALLUY, MCU, HDR, UNIVERSITÉ PANTHÉON-SORBONNE

PROF. JOSEPH P. ASSI-KAUDJHIS, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

DR KOUAMÉ KOUAKOU, MCU, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

DR MAKOSSO JEAN-FÉLIX, MCU, UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI

PROF. NANGA A. ANGÉLINE, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY

PROF. POAMÉ LAZARE MARCELIN, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. TCHITCHI TOUSSAINT YAOVI, UNIVERSITÉ D'ABOMEY-CALAVI

PROF. TRO DÉHO ROGER, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

**COMITÉ DE RÉDACTION**

PROF. ABOLOU CAMILLE ROGER

DR GOKRA DJA ANDRÉ OURÉGA JUNIOR, MCU

DR JEAN-CLAUDE OULAI, MCU

DR KOUAMÉ KOUAKOU, MCU

DR NIAMKEY AKA, MCU

DR OUMAROU BOUKARI, MCU

**COMITÉ DE LECTURE**

PROF. IBO LYDIE

DR ADJUÉ ANONKPO JULIEN

DR COULIBALY DAOUA

DR KOFFI EHOUMAN RENÉ, MCU

DR KOUADIO GERVAIS-XAVIER

DR KOUAMÉ KHAN

DR N'GATTA KOUKOUA ÉTIENNE

DR OULAI CORINNE YÉLAKAN

**MARKETING & PUBLICITÉ** : DR KOUAMÉ KHAN

**INFOGRAPHIE / WEB MASTER** : SANGUEN KOUAKOU

**ÉDITEUR** : DSLC

**TÉLÉPHONE** : (+225 01 40 29 15 19 / 07 48 14 02 02)

**COURRIEL** : [khankouame@gmail.com](mailto:khankouame@gmail.com) / [jeanclaudeoulai@uao.edu.ci](mailto:jeanclaudeoulai@uao.edu.ci)

**SITE INTERNET** : <http://relacom-slc.org>

## LIGNE EDITORIALE

Au creuset des Sciences du Langage, de l'Information et de la Communication, la Revue Electronique du Département des Sciences du Langage et de la Communication **REL@COM** s'inscrit dans la compréhension des champs du possible et de l'impossible dans les recherches en SIC. Elle s'ouvre à une interdisciplinarité factuelle et actuelle, en engageant des recherches pour comprendre et cerner les dynamiques évolutives des Sciences du Langage et de la Communication ainsi que des Sciences Humaines et Sociales en Côte d'Ivoire, en Afrique, et dans le monde.

Elle entend ainsi, au-delà des barrières physiques, des frontières instrumentales, hâtivement et activement contribuer à la fertilité scientifique observée dans les recherches au sein de l'Université Alassane Ouattara.

La qualité et le large panel des intervenants du Comité Scientifique (Professeurs internationaux et nationaux) démontrent le positionnement hors champ de la **REL@COM**.

Comme le suggère son logo, la **REL@COM** met en relief le géant baobab des savanes d'Afrique, situation géographique de son université d'attache, comme pour symboliser l'arbre à palabre avec ses branches représentant les divers domaines dans leurs pluralités et ses racines puisant la serve nourricière dans le livre ouvert, symbole du savoir. En prime, nous avons le soleil levant pour traduire l'espoir et l'illumination que les sciences peuvent apporter à l'univers de la cité représenté par le cercle.

La Revue Electronique du DSLC vise plusieurs objectifs :

- Offrir une nouvelle plateforme d'exposition des recherches théoriques, épistémologiques et/ou empiriques, en sciences du langage et de la communication,
- Promouvoir les résultats des recherches dans son champ d'activité,
- Encourager la posture interdisciplinaire dans les recherches en Sciences du Langage et de la Communication,
- Inciter les jeunes chercheurs à la production scientifiques.

Chaque numéro est la résultante d'une sélection exclusive d'articles issus d'auteurs ayant rigoureusement et selon les normes du CAMES répondu à un appel thématique ou libre.

Elle offre donc la possibilité d'une cohabitation singulière entre des chercheurs chevronnés et des jeunes chercheurs, afin de célébrer la bilatéralité et l'universalité du partage de la connaissance autour d'objets auxquels l'humanité n'est aucunement étrangère.

***Le Comité de Rédaction***

## RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS & DISPOSITIONS PRATIQUES

La Revue Langage et Communication est une revue semestrielle. Elle publie des articles originaux en Sciences du Langage, Sciences de l'Information et de la Communication, Langue, Littérature et Sciences Sociales.

### I. RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS

Les articles sont recevables en langue française, anglaise, espagnole ou allemande. Nombre de page : minimum 10 pages, maximum 15 pages en interlignes simples. Numérotation numérique en chiffres arabes, en haut et à droite de la page concernée. Police : Times New Roman. Taille : 11. Orientation : Portrait, recto.

### II. NORMES EDITORIALES (NORCAMES)

Pour répondre aux Normes CAMES, la structure des articles doit se présenter comme suit :

- ✚ Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.
- ✚ Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats, Analyse et Discussion, Conclusion, Bibliographie.
- ✚ Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2 ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.).

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante : (Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées). Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition.

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur.

### III. RÈGLES D'ETHIQUES ET DE DÉONTOLOGIE

Toute soumission d'article sera systématiquement passée au contrôle anti-plagiat et tout contrevenant se verra définitivement exclu par le comité de rédaction de la revue.

SOMMAIRE

THÉMATIQUE :

**“Opinion publique, réseaux sociaux et gestion du pouvoir : discours, réalités et mises en perspectives africaines”**

1. AHIZI Anado Jean-Michel, Koffi Nestor N'DRI (Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire)  
**Ethique et discours politiques en période électorale sur les Réseaux Sociaux Numériques en Côte d'Ivoire** 08
2. Cédric HOUNNOU, Samuel DJENGUE, Valentin MONNOU (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)  
**Discours politiques sur la lutte contre la corruption au Bénin : une analyse de la participation citoyenne sur Facebook** 25
3. Samoelson RABOTOVAO (Université d'Antananarivo, Madagascar)  
**Les “autres qui comptent”, un principe traditionnel malgache de l'opinion publique vers une nouvelle organisation socio-politique pour le développement** 39



## **DISCOURS POLITIQUES SUR LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU BENIN : UNE ANALYSE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE SUR FACEBOOK**

Cédric HOUNNOU  
Université d'Abomey-Calavi  
(Bénin)  
[hcedric99@gmail.com](mailto:hcedric99@gmail.com)

Samuel DJENGUE  
Université d'Abomey-Calavi  
(Bénin)  
[djenguese@yahoo.fr](mailto:djenguese@yahoo.fr)

Valentin MONNOU  
Université d'Abomey-Calavi  
(Bénin)  
[monvalino1@gmail.com](mailto:monvalino1@gmail.com)

### **Résumé**

Cet article analyse les initiatives citoyennes utilisant les médias sociaux numériques comme moyens d'action pour lutter contre la corruption au Bénin. Le travail cherche à identifier comment les internautes béninois se servent des réseaux sociaux en général et plus particulièrement le réseau social Facebook pour contribuer à la lutte contre la corruption. De ce fait, l'étude a recensé 400 commentaires des internautes, issus des publications de cinq profils Facebook, sur une étude de cas, en l'occurrence, la mauvaise gestion de deniers publics des responsables de l'Agence nationale des Transports Terrestres (ANaTT). Dans une approche hypothético-déductive, le travail fonde l'analyse sur la méthode de discours textuel automatisé appliqué à Iramuteq. De l'analyse, il en découle que la participation citoyenne des internautes contre la corruption sur le réseau social Facebook se manifeste par la dénonciation et la satire.

**Mots-clés : lutte, corruption, réseaux sociaux, participation citoyenne**

### **Abstract**

This article analyzes citizen initiatives using digital social media as means of action to fight corruption in Benin. The work seeks to identify how Beninese Internet users use social networks in general and more particularly the Facebook social network to contribute to the fight against corruption. Thereby, the study identified 400 comments from Internet users, from the publications of five Facebook profiles, on the mismanagement of public funds by officials of the National Agency for Land Transport (ANaTT). In a hypothetic-deductive approach, this article bases the analysis on the method of automated textual discourse applied to Iramuteq. From the analysis, it results that the citizen participation of Internet users against corruption on the social network Facebook is revealed by denunciation and satire.

**Keywords:** fight, corruption, social networks, citizen participation



## Introduction

L'un des plus grands problèmes de gouvernance politique au Bénin et dans de nombreux pays africains reste la corruption. Parlant du bilan de la lutte contre le phénomène, le béninois A. Bio Tchané (2000, p. 22), ancien ministre des Finances reconnaît que « la lutte organisée contre la corruption n'en est qu'à ses débuts [...] ». Pour lui, l'arsenal juridique se met progressivement en place, car les précédentes tentatives étaient trop épisodiques et timides ». Vingt ans après cette déclaration du ministre, la corruption continue de progresser au Bénin. R. Assogba, F. Gbéto et H. Kombieni (2015, p. 93) renseignent que dans « les sociétés béninoises, de nos jours, le service à autrui est fortement médiatisé par l'argent, même là où ce dernier n'a pas sa place ; à ce moment social, les relations humaines sont monétarisées. La corruption ou perversion du rapport à autrui s'installe là où les parlars langagiers enregistrent au sein de la structure des groupes culturels le rhéostat des codes, des lois de gestion de la société incluant les énoncés et les « vodun ». Il en ressort que la lutte contre la corruption reste un défi au Bénin. Toutefois, l'avènement de l'internet<sup>4</sup> et plus particulièrement les réseaux sociaux numériques ont changé les conditions de participation des citoyens « ordinaires » à la vie politique. C. Fagade (2021, p. 18) indique que la proportion des utilisateurs actifs des médias sociaux s'élève à 17% en janvier 2019. On retient 2,71 millions sont des utilisateurs de Facebook et 1,5 million sont des utilisateurs de WhatsApp, dans ces pays en développement au cours de cette période. Cette dynamique a conduit à une transformation de l'action étatico-administrative marquée par l'institutionnalisation de dispositifs de débats publics dans de nombreux domaines (Cpdirsic, 2021, p. 58). Dès lors, les citoyens peuvent contourner ces dispositifs officiels pour dénoncer des faits de corruption ou de mauvaise gouvernance. C'est ainsi que sur le réseau social Facebook, les internautes se constituent en avant-gardistes de la lutte contre la corruption.

### 1. Cadre contextuel : le rappel des faits

**Le 7 juillet 2021, une affaire de corruption éclate l'Agence Nationale des Transports Terrestres (ANaTT), dans la République du Bénin. Cette affaire de malversation financière est révélée par un audit de gestion, commandité par le gouvernement.**<sup>5</sup>

Le rapport de l'audit révélé par le Conseil des ministres en date du 7 juillet 2021 fait ressortir de graves irrégularités. Les défaillances relevées portent aussi bien sur l'organisation générale de l'Agence, caractérisée par un cadre réglementaire inadéquat, l'insuffisance du personnel technique, la pléthore d'agents d'exécution, la prépondérance des traitements manuels de données ainsi que le défaut de protection de celles-ci ou de l'intégrité du système informatique.

Un tel contexte a favorisé, au cours de la période sous revue, des manques à gagner estimés à 13,6 milliards de FCFA dont 1,3 milliard de FCFA concernant des décaissements relatifs à des marchés irrégulièrement passés, 191 millions de FCFA s'agissant de paiements pour des actes anormaux de gestion et 12,1 milliards de FCFA au titre de présomptions de fraude dans le cadre de la gestion des opérations d'immatriculation. Lesdites présomptions sont notamment relatives à des cas de véhicules non dédouanés qui ont été immatriculés, soit 2646 véhicules au total, représentant un préjudice financier d'environ 7,9 milliards FCFA, ainsi qu'à des dossiers d'immatriculation dont les quittances de paiement n'ont pu être fournies. Y figurent

---

<sup>4</sup> Selon le Rapport de l'ARCEP (2018), plus de 5 456 810 personnes ont accès à l'internet

<sup>5</sup> Compte rendu du Conseil des ministres en date du 7 juillet 2021

aussi, des cas d'usage non élucidés d'intrants d'immatriculation acquis par l'Agence au cours de la même période.<sup>6</sup>

Le rapport révèle également l'adoption irrégulière d'une convention collective accordant des avantages exorbitants au profit des agents.

À titre illustratif, il s'agit :

- d'une prime bimestrielle octroyée à l'ensemble du personnel et qui, à l'analyse, est un complément de salaire déguisé ;
- d'indemnités et primes dites « de fonction administrative et politique » allouées au Directeur général et à son adjoint comprenant, entre autres, des primes de responsabilité et d'indemnités compensatrices de logement, alors que d'autres rubriques de la convention les prévoient déjà ;
- de l'octroi, à tous les directeurs, d'une prime de gestion calculée à partir du résultat d'exploitation de l'Agence ;
- du paiement, chaque année, d'une gratification correspondant à un mois de salaire, consacrant ainsi une pratique de paiement de treizième mois, en violation des règles appliquées dans l'Administration publique ;
- du paiement « d'indemnités pour travaux spéciaux » estimés à 88.825.500 FCFA, allouées de façon abusive à des membres de plusieurs comités mis en place pour des tâches relevant normalement de leurs attributions ;
- d'un soutien financier de 500.000 FCFA en cas de décès du travailleur en activité et de 200.000 FCFA en cas de décès du travailleur à la retraite.

En outre, il ressort du rapport d'audit que des avantages indus ont été consentis aux administrateurs de l'Agence. C'est ainsi que, de 2017 à 2019, il leur a été versé, indépendamment de leurs indemnités réglementaires de fonction, des jetons de présence et des dotations annuelles de frais de carburant pour un montant de 35.320.000 FCFA.

De même, il est à signaler des décaissements résultant d'actes anormaux de gestion, évalués à 180.400.016 FCFA dont :

- la dotation en boissons au profit de l'ensemble des agents ayant rang de directeur, pour un montant de 34.413.645 FCFA ;
- le rachat en juin 2019, par le Directeur général, de son véhicule 4x4 de fonction, au prix dérisoire de 3.050.000 FCFA alors même que ledit véhicule, moins d'un an avant, a fait l'objet de diverses réparations pour un montant de 6.733.070 FCFA.

Le même rapport révèle des cas de procédures irrégulières de passation de marchés publics pour un montant de 1.349.388.535 FCFA dont 921.732.801 FCFA exclusivement au moyen de bons de commande signés du Directeur général, et 265.966.837 FCFA sous la seule responsabilité du Directeur administratif sur la période de 2018 à 2019.

Enfin, il a été relevé un usage non justifié de cartes grises de véhicules de 2 et 4 roues, pour un montant de 2,8 milliards de FCFA ; une confection inexplicquée de plaques

---

<sup>6</sup> [Immatriculation frauduleuse sans dédouanement à l'ANaTT 7 jours pour les propriétaires des 2646 pour se mettre en règle \(quotidienlematin.net\)](http://quotidienlematin.net)

d'immatriculation de véhicules à 4 roues non livrées aux usagers, d'une valeur de 859 millions de FCFA.

Au titre de ces mêmes irrégularités, figurent des pratiques de rançonnement systématique d'un montant de 2.000 FCFA à la charge des usagers à l'occasion de la fixation des plaques d'immatriculation. Une telle pratique a généré, sur la période sous revue, un montant de 145 millions de FCFA.

## **2. Problématique**

Le terme corruption est en substance, lié au verbe corrompre qui traduit une détérioration, une altération de quelque chose vers un état jugé moins bon (S. Djengue, 2015, p. 70). À l'analyse, elle constitue un crime ayant de lointaines origines et sévèrement réprimée (S. Djengue, 2015, p. 73). Et pour cause ! Malgré l'accroissement significatif des crédits budgétaires et les multiples réformes à la limite diffuses, le Bénin n'arrive pas à décoller et à se mettre sur l'orbite du développement à cause principalement de la corruption. En effet, elle résiste à toutes les stratégies, des institutions nationales et internationales, agrémentées par les discours politiques. S. Djengue (2015, p. 68) soutient que la corruption est souvent pratiquée ouvertement par des démarcheurs experts qui font usage des expressions spécifiques non limitatives ci-après : « Ce n'est pas moi qui vais changer le monde », « la chèvre broute là où elle est attachée », « pourboires », « petite enveloppe », « rançonnage », « tricherie », « mensonge », « bière », « carburant », « motivation », « dessous-de-table », « pots-de-vin » « cadeau », etc. Il fait le constat que la corruption résiste également aux organes judiciaires et de contrôle, à la baïonnette, etc. Il en résulte que le phénomène de la corruption reste endémique, gangrène l'économie, freine le développement et conduit à la paupérisation.

En général, dans la plupart des pays africains, le fonctionnement réel de l'État est en déphasage avec son organisation officielle mue par des organigrammes, des textes juridiques ou réglementaires et des déclarations politiques, savamment élaborés et dosés de politicien. Il en résulte un déphasage important, voire néfaste entre les politiques et les citoyens. Manifestement, la constitution du Bénin a bel et bien prévu des droits économiques, sociaux et culturels ; aujourd'hui, l'exercice de ces droits est globalement très contrasté et lacunaire

Cependant, il faut reconnaître qu'en matière de lutte contre la corruption, l'émergence de l'Internet et surtout des réseaux sociaux a favorisé une prise de conscience collective des conséquences négatives de la corruption sur la croissance économique. Grâce aux dénonciations sur les réseaux sociaux, les décideurs publics sont de plus en plus contraints sur le continent à un discours politique fort contre les méfaits de la corruption. C'est dans ce sens que D. Cardon (2010, p.8) souligne que les « réseaux de réseaux », tels Facebook, YouTube, etc. représentent une opportunité pour la démocratie et mènent à une nouvelle forme d'action collective dans la mesure où les coopérations « faibles » entre utilisateurs relèvent des formes inédites « de partage du savoir, de mobilisation collective et de critique sociale ». Montesquieu nous le rappelle ! « Les êtres humains investis d'un pouvoir ou d'une autorité sont portés à en abuser. Pour qu'on ne puisse pas abuser du pouvoir, il faut que par la disposition des choses, ... le pouvoir arrête le pouvoir... D'où la nécessité d'impulser le contrôle citoyen qui vise essentiellement la satisfaction exclusive et totale de l'intérêt général ».

C'est précisément dans ce contexte que le présent article s'interroge sur la participation citoyenne des internautes du réseau social Facebook contre la corruption au Bénin. Le

concept de participation citoyenne est perçu comme « tout engagement d'un citoyen en tant que membre d'une collectivité pour le bien-être de la société » De ce point de vue, le concept renvoie à la participation à la vie politique et sociale.

Somme toute, l'étude s'efforce d'établir le rôle des réseaux sociaux dans la participation citoyenne contre la corruption. L'objectif de l'étude est de décrire les leviers de la participation citoyenne sur la vie sociopolitique au Bénin à travers une étude de cas.

Il s'agira donc de faire une analyse des « mouvements citoyens » béninois utilisant Facebook comme moyens d'actions pour dénoncer les faits de corruption. D'où la question de recherche suivante : sous quelles formes la participation citoyenne contre la corruption se présente-t-elle sur les réseaux sociaux ?

Les hypothèses qu'avance l'article sont au nombre de deux. Elles mettent l'accent sur deux réalités qui se présentent comme suit :

- la mobilisation des internautes sur les réseaux sociaux s'inscrit dans la lutte contre la corruption
- la participation citoyenne dans la lutte contre la corruption se caractérise sur Facebook par la critique et la satire.

### **3. L'ancrage théorique**

Ce travail s'inscrit dans la perspective des réflexions de S. Proulx (2013) qui pose la « capacité d'indignation » comme principale compétence préalable des militants pour le développement de mouvements citoyens en ligne, à laquelle s'ajoutent « les capacités de communication, de délibération, de proposition et d'innovation, (P. Huang, 2013, p. 351).

Cette condition franchie, les médias sociaux numériques sont perçus comme de nouvelles opportunités à la mobilisation citoyenne. En effet, la généralisation de l'internet et l'essor du Web 2.0 modifient les rapports de cohabitation entre les humains. B. Froment et H. Bakis (2005) pensent que ces dispositifs permettent d'induire la réduction des contraintes spatiales, de relier les différentes cultures entre des espaces éloignés. M. Sénécal (1999) montre qu'aux alentours des années 1990, la mainmise de pouvoirs publics et de mégacorporations sur l'accès à l'espace médiatique et sur les sources, les contenus et la diffusion d'information, aurait transformé les réseaux et les médias en instruments de domination et de pouvoir et aurait entraîné des menaces pour la démocratie et la liberté d'expression. Il en ressort que ces technologies de l'information et de la communication constituent, de toute évidence, une opportunité aux citoyens dans la manière de participer à la vie démocratique (E. George, 2003) de leur pays.

Petrovic (2008) revient sur le rôle que des outils d'Internet dans le développement d'une information citoyenne et dans la conception des pratiques de mobilisations sociales, que ce soit pour améliorer les conditions de vie des gens pauvres, pour organiser des campagnes de justice sociale et des activités de réflexion collective ou pour appuyer des projets sociaux et culturels émancipateurs et rassembleurs. De ce point de vue, P. Huang (2013, p. 350) conclut que l'évolution des technologies provoque le renouvellement du répertoire des actions collectives. Pour D. Cardon (2010, p. 8) les « réseaux de réseaux » numériques, tels Facebook, YouTube, etc. représentent une opportunité pour la démocratie et mènent à une nouvelle forme d'action collective dans la mesure où les coopérations « faibles » entre utilisateurs relèvent des formes inédites « de partage du savoir, de mobilisation collective et de critique sociale ».

#### **4. Le corpus et la méthodologie**

L'étude analyse des publications et commentaires des internautes de Facebook sur la mauvaise gestion des fonds publics des responsables de l'Agence nationale des Transports Terrestres (ANaTT) sur la période allant du 07 juillet au 07 octobre 2021. L'article s'est intéressé aux réactions des internautes suscitées par le compte rendu du Conseil des ministres sur cette affaire de corruption.

Deux manières ont caractérisé l'analyse. La première est thématique, dégagant des catégories de publications qui permettent de délimiter les contours du cadrage de la communication collective. L'étude a pris en compte 400 publications et commentaires au cours de cette période, car ce cas de corruption a suscité l'engouement et l'intérêt chez les internautes. Les commentaires publiés ont été recensés à partir de cinq pages Facebook ayant enregistré plus d'interaction sur le sujet. Il s'agit des profils [Elie Lô Houedagba](#) ; [Maora Aledjo](#) ; [Mahugnon Hugo Hervé Avoce](#) ; [Josaphat Ahokandji](#) et [Verdugo Wékoun](#).

Les publications et commentaires ont été ensuite analysés de manière lexicométrique à l'aide de la méthode Reinert (M. Reinert, 1987) en utilisant le logiciel libre Iramuteq, développé par Pierre Ratinaud et qui procède de la même manière que la méthode Alceste (N. Roy et R. Garon, 2013). L'analyse du discours textuel automatisé soumis à Iramuteq se base sur un système de classification à partir des « unités de contexte élémentaires » (U.C.E) grâce auxquelles le logiciel détermine une corrélation entre les mots présents dans le corpus. Le logiciel regroupe ensuite les « unités de contexte élémentaire » semblables sous forme de classe ou profil. Ces classes sont représentées par des mots clés, par des formes représentatives ou encore par des catégories représentatives de la classe. Il convient de noter que les logiciels passent préalablement par une phase de lemmatisation rendant ainsi possible de regrouper les mots d'une même famille. Le logiciel permet, entre autres, de réaliser une analyse factorielle de correspondance. Il fournit également un éventail de statistiques descriptives sur l'ensemble du corpus : le nombre et la fréquence des mots, le nombre d'U.C.E. classées, les formes lexicales, et beaucoup plus. C'est l'analyse et l'interprétation de ces classes qui permettent aux chercheurs de déterminer les grands thèmes récurrents d'un corpus et d'en mieux comprendre le contenu (N. Roy et R. Garon, 2013).

Par ailleurs, l'étude fait référence à une analyse du discours, selon l'approche P. Charaudeau et D. Maingueneau (2002).

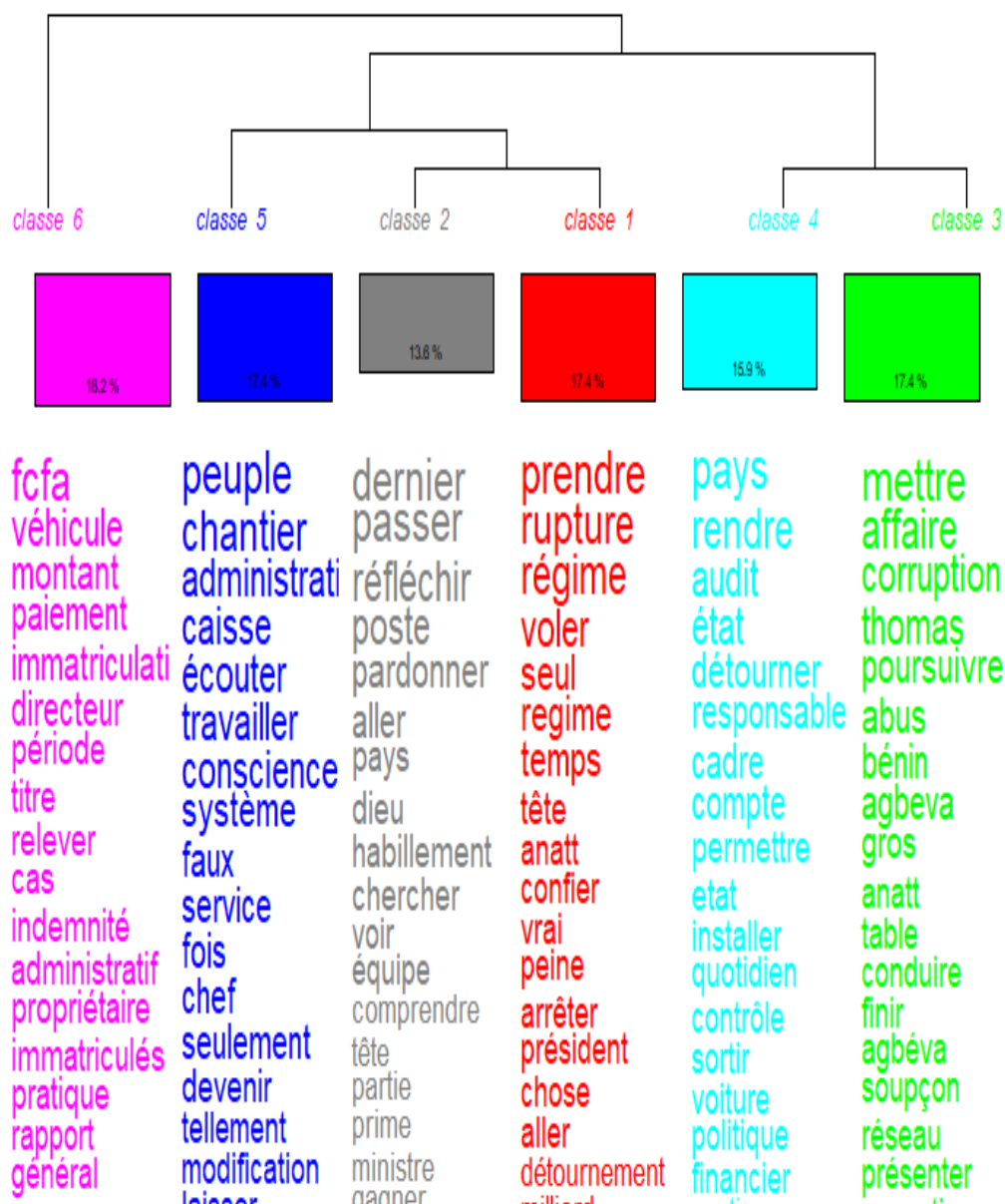
L'étude analyse le corpus en mettant l'accent sur les orientations des points de vue des internautes. Cette analyse devrait permettre de comprendre la part des réseaux sociaux dans la participation citoyenne contre la corruption.

Les messages produits sont des messages multi-systèmes sémiologiques : écrit, son, images fixes et animées se mélangent, il est donc nécessaire d'avoir une approche globale.

L'étude est structurée en trois parties. Il est dans un premier temps question du cadre théorique. Puis en second lieu, l'article analyse le corpus afin de confirmer ou d'infirmer les hypothèses et les questions de recherche.

#### **5. Les formes de mobilisation citoyennes sur Facebook contre la corruption**

Les formes de mobilisation citoyennes contre la corruption dans ce travail résultent du corpus analysé grâce à la méthode Reinert. Les orientations analytiques de la méthode se présentent comme suit :



**Figure 1** : Description et classification du corpus, analyses des données Iramuteq

Dans ce graphe, il s'agit des classes hiérarchiques qui découlent de l'analyse. Les mots contenus dans les classes 1, 2 et 5 dénoncent la corruption sous le régime du président Patrice Talon. Les classes 3 et 4 en revanche, accentuent la critique sur la personne du directeur général Thomas Agbéva, le principal mis en cause dans cette affaire de corruption. Une dernière classe, notamment la classe 6 est à cheval entre les classes 1, 2, 3, 4 et 5. La description et la classification du corpus laissent apercevoir six classes qu'on peut regrouper en deux grandes classes orientées vers la dénonciation de la corruption et le directeur général Thomas Agbéva.

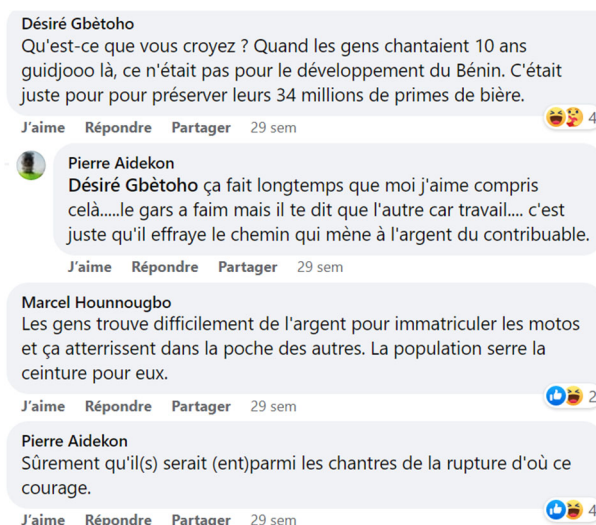


Figure 2 : Nuage des mots du corpus, analyses des données Iramuteq

La dénonciation et la satire évoquées dans le graphe précédent sont davantage illustrées dans ce nuage de mots utilisés par les internautes. On y voit des comme « faux » ; « voler » « milliards » ; « détournement » ; « bière » ; « boisson » ; « corruption » ; « manger » « gros » ; « régime » ; « habitude » ; « sucré » ; « bar » ; etc qui renseignent sur l’orientation des critiques formulée par les internautes. En définitive, l’analyse du corpus de l’étude catégorise les actions des internautes sur Facebook en deux volets : la critique ou la dénonciation et la dérision ou la satire.

### 5.1. La critique

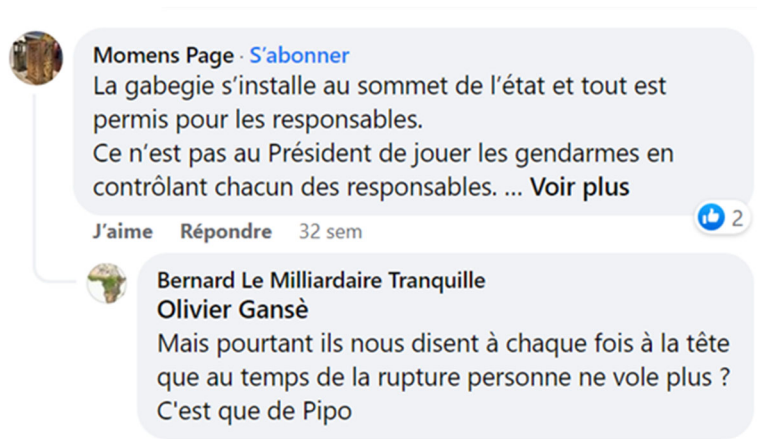
La critique apparait chez les internautes béninois comme une caractéristique fondamentale des actions de lutte contre la corruption à travers les réseaux sociaux au Bénin. Des 400 publications retenues pour l’analyse, 217 soit un pourcentage de 54, 25 critiquent vertement ce cas de corruption révélé par le gouvernement béninois. Dans la nomenclature des dénonciations, on note que les critiques des internautes sont allées dans le sens des acteurs politiques et des cadres de l’institution concernée.



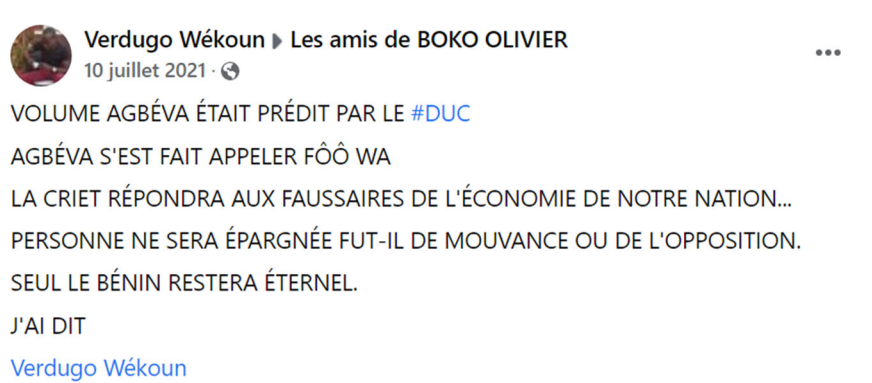




**Figure 3** : Une capture d'écran des critiques des internautes sur la page **Josaphat Ahokandji**



**Figure 4** : Une capture d'écran des critiques des internautes sur la page **Maora Alejdo**



**Figure 5** : Une capture d'écran des critiques des internautes de la page **Verdugo Wékoun**

Cette nouvelle dynamique de la médiatisation individuelle des internautes béninois renforce le statut du bon citoyen selon N. Vacaflor et M. Amri (2012, p. 16) pour qui le bon citoyen est un citoyen éclairé qui, pour prendre de bonnes décisions, doit connaître

le monde qui l'entoure et pouvoir évaluer l'action de son gouvernement. La relation du citoyen en ligne aux événements politiques de son pays ou de sa région est décisive dans la publicisation des échanges et la satisfaction du besoin de dénoncer l'injustice sociale sous ses différentes formes.

Ce type de citoyenneté amène à déduire que Facebook et les autres réseaux sociaux permettent en définitive de multiplier les voix médiatiques en donnant à chacun la possibilité de créer son propre espace pour s'exprimer librement, et de ce fait, participer à l'animation de la vie publique de son pays. Pour G. Ahmed (2015, p. 26), réclamer la démocratie, les droits citoyens ou encore la bonne gouvernance sur une page Facebook « semble plus originale et plus attractive que manifester devant un ministre ou face au Parlement ». Sur le cas précis de corruption abordé dans cet article, la possibilité offerte aux internautes par Facebook de partager leurs opinions, de commenter les idées des autres, de réagir aux actions de certains a enrichi les débats et participer à élucider d'une manière ou d'une autre l'affaire.

## 5.2. La dérision

Une autre caractéristique des actions des internautes contre la corruption est la dérision ou la satire. A cette étape de l'étude, il est nécessaire de clarifier le concept de la dérision qui n'est pas exactement la même chose que l'humour. En effet, selon Larousse<sup>7</sup> l'esprit satirique, s'en prend aux vices et aux ridicules des individus et des sociétés. Elle vise à dénoncer « les vices et les folies des hommes » dans une intention morale et didactique. Elle « *enclin à la médisance, à la raillerie* ». *Une satire est un texte dans lequel un auteur critique, en les ridiculisant (souvent au moyen de la caricature), les mœurs de ses contemporains, des défauts humains ou des situations.* L'humour quant à elle, est défini le DSM IV<sup>24</sup> (1996, p. 880) en tant que mécanisme de défense individuel. Pour lui, « *l'humour est le mécanisme par lequel le sujet répond aux conflits émotionnels ou aux facteurs de stress internes ou externes en faisant ressortir les aspects amusants ou ironiques du conflit ou des facteurs de stress.* » La dichotomie dérision/humour est aussi clarifiée par B. Bouquet et J. Riffault (2010, p. 24) pour qui la dérision renvoie à une pratique négative et critique.

*« Elle n'est pas une plaisanterie inoffensive, ni de l'humour qui habille délicatement la fausse modestie. Contrairement à l'humour, elle vise une cible qu'elle cherche à toucher et ce but est atteint lorsqu'elle blesse, rabaisse, humilie. Elle est caractérisée par un refus de soumission qui s'exprime de manière politiquement correcte »*

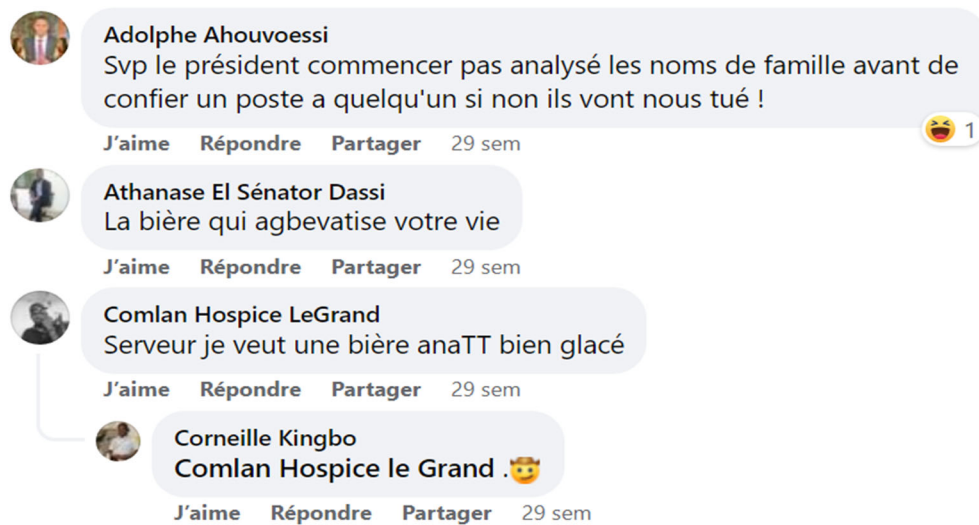
En définitive, l'humour amuse et détend, la dérision critique, blesse et dénonce. Ce préalable permet de mieux analyser la nature des commentaires des internautes. En effet, 183 commentaires sur 400 soit un pourcentage de 45, 75% du corpus traité a tourné en dérision les auteurs de cette affaire corruption.

---

<sup>7</sup> [larousse.fr/encyclopedie/litterature/satire/176840](http://larousse.fr/encyclopedie/litterature/satire/176840)



**Figure 4 :** Une capture d'écran des railleries des internautes sur le directeur général de l'AnaTT



**Figure 5 :** Une capture d'écran des railleries des internautes sur le directeur général de l'AnaTT



**Figure 6 :** Une capture d'écran des railleries des internautes sur le directeur général de l'AnaTT



**Figure 7 :** Une capture d'écran des railleries des internautes sur le directeur général de l'AnaTT

Ici, dans les commentaires choisis pour illustrer l'analyse, on s'aperçoit que les internautes visent essentiellement le premier responsable de l'institution, Monsieur Thomas Agbéva, accusé de mauvaise gestion et de détournement de fonds publics. Les internautes se sont intéressés au volet du rapport révélé par le gouvernement béninois sur l'affaire qui renseigne que « plus de 34 millions ont servi à acheter la bière » au directeur général de la société. Il ressort de ce type de commentaire que l'intention des internautes est de tourner en dérision le directeur général pour dénoncer cette pratique de la corruption.

Au regard de l'analyse du corpus et des pourcentages obtenus, les hypothèses de l'étude se confirment. D'une part, la mobilisation des internautes sur les réseaux sociaux s'inscrit dans la lutte contre la corruption. D'autre part, la participation citoyenne dans la lutte contre la corruption se caractérise sur Facebook par la critique et la satire.

### **Conclusion**

Cet article cherchait à comprendre les formes de participation citoyenne contre la corruption sur le réseau social Facebook. Pour ce faire, l'étude a utilisé l'analyse de contenu. Les éléments émergeant de cette analyse ont permis de révéler les mouvements citoyens en ligne contre la corruption. Il ressort de l'analyse que la participation citoyenne sur Facebook se caractérise de deux manières dans les commentaires des internautes. En effet, il s'agit en premier lieu de la critique ou de la dénonciation. En second lieu, l'étude a aussi révélé que la dérision ou la satire est une caractéristique fondamentale des mouvements citoyens béninois contre la corruption.

En définitive, cette étude aura permis de confirmer que la participation citoyenne contre la corruption sur les réseaux sociaux se caractérise par la dénonciation et la satire. Elle aura aussi permis de montrer que les réseaux sociaux en l'occurrence Facebook permet de mettre en avant les pratiques discussives pour des luttes entrant dans le cadre de l'animation de ma vie publique. De ce fait, les résultats confirment la question de recherche et les hypothèses de départ de l'étude.

## Références bibliographiques

Ahmed Galal, 2015, « L'engagement numérique comme acte créatif : le cas de Wael Ghonim pendant la révolution égyptienne de 2011 », *Les chantiers de la création* [en ligne], 8 | 2015, mis en ligne le 07 septembre 2015, consulté le 25 février 2022. URL: <http://journals.openedition.org/lcc/1126>; DOI: <https://doi.org/10.4000/lcc.1126>.

Assogba Raymond Coovi, Gbéto Flavien & Kombieni Hervé, 1995, « Théorie de l'espace dans la représentation de la corruption au Bénin », *Labodycal*, 60-95.

Bouquet Brigitte & Riffault Jacques, 2010, « L'humour dans les diverses formes du rire », *Vie sociale*, 2, 13-22. <https://doi.org/10.3917/vsoc.102.0013>

Blundo Giorgio & Olivier de Sardan Jean-Pierre, 2001, « La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest », *Politique africaine*, (N° 83), 8-37.

Cardon Dominique, 2010, *La démocratie Internet : promesses et limites*, Paris, Seuil.

[Charaudeau Patrick & Maingueneau Dominique, 2002, \*Dictionnaire d'Analyse du Discours\*. Paris, Seuil.](#)

Djengue Samuel, 2013, *Communication budgétaire inclusive : un instrument de lutte contre la corruption et la paupérisation*, Cotonou, CHRISTON Editions.

Djengue Samuel, 2015, *Corruption au Bénin : diagnostic et approche de solution Etude Linguistique et Juridique de la Corruption au Bénin (ELIJUC)*, Editions LABODYLCAL (Laboratoire de Dynamique des Langues et Culture de Calavi).

Fagade Carole, 2021, *L'intégration des dispositifs numériques de l'information et de la communication dans les universités béninoises : le cas de WhatsApp à l'Université d'Abomey-Calavi (UAC)*. Thèse de doctorat. France : Université de Bordeaux-Montaigne.

Froment Baptiste & Bakis Henry, 2005, « Migrations, télécommunications et lien social : de nouveaux rapports aux territoires ? L'exemple de la communauté réunionnais », *Annales de Géographie*, n°645, 564-574.

George Éric, 2003, « Internet au service de la démocratie ? », In Gaëtan Tremblay & Armand Mattelart, (dirs.), *2001 bogues : globalisme et pluralisme. Tome IV : Communication, démocratie et globalisation*, 122-135. Québec : Presses de l'Université Laval.

Huang Ping, 2013, « Participation citoyenne et lutte contre la corruption », *Netcom*, 27-3/4, 331-350.

Jodelet Denise, 1997, *Les représentations sociales* (5e édition), Paris, Presse Universitaire de France.

**Matthijs Gardenier & Monie Aymeric**, 2018, « De l'utilisation de Facebook à des fins de mobilisation par le groupe Sauvons Calais », *Communication* [Online], vol. 35/1 | 2018, Online since 26 February 2018, consulté le 18 décembre 2021. URL:

<http://journals.openedition.org/communication/7660>;  
<https://doi.org/10.4000/communication.7660>

DOI:

Méon Pierre-Guillaume & Khalid Sekkat, 2005, « Does corruption grease or sand the wheels of growth ? », *Public Choice* 122 (1-2), 69-97.

[Mountasser Tilila](#), [Ouzid Aouatif](#) & [Ouzid Maryam](#), 2020, « Les réseaux sociaux au cœur des pratiques citoyennes : La gouvernance participative d'un groupe et d'une page Facebook dédiés à la ville d'Agadir », *Rimec* [en ligne], 05 | 2020, mis en ligne le 07 juillet 2020, consulté le 23 décembre 2022. URL: <http://revue-rimec.org/les-reseaux-sociaux-au-coeur-des-pratiques-citoyennes-la-gouvernance-participative-dun-groupe-et-dune-page-facebook-dedies-a-la-ville-dagadir>.

Peirce Charles, 1978, *Écrits sur le signe*, rassemblés, traduits et commentés par Gérard Deledalle, Paris, Seuil.

Proulx Serge, 2013, « La puissance d'agir des citoyens à l'ère numérique : cyberactivisme et nouvelles formes d'expression politique en ligne », In Sihem Najjar (dir.), *Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe*, 29-40.

Reinert Max, 1987, « Un logiciel d'analyse lexicale (ALCESTE) » *Cahiers Analyse des données*, 4 : 471-484.

Roy Normand & Garon Roseline, 2013, « Étude comparative des logiciels d'aide à l'analyse de données qualitatives : de l'approche automatique à l'approche manuelle », *Recherches qualitatives* – Vol. 32(1), 154-180.

Van Leeckwyck Robin, 2017, « La communication des mouvements sociaux : alliance D19-20 et tout autre chose », in *Courrier hebdomadaire du CRISP* : 5-50

Sénécal Michel, 1999, « La part réduite de l'appropriation collective : vers un déficit démocratique de l'espace médiatique ? », in Serge Proulx et André Vitalis, A. (dirs.), *Vers une citoyenneté simulée. Médias, réseaux et mondialisation*, Rennes, Apogée.

Vacaflor Nayra & Amri Mahdi, 2012, « L'Internet comme expression d'une volonté citoyenne dans les pays du Sud : l'exemple de la dénonciation de la corruption policière sur YouTube », in *Les technologies numériques comme miroir de la société*, 1-21.